

# Flashinfo

## Construisons le rapport de force

L'élection de Donald Trump va avoir un impact sur les relations internationales et faire bouger l'échiquier géopolitique. C'est aussi un signal fort de soutien à l'extrême droite, soutenue par des milliardaires comme Elon Musk, qui a engagé des campagnes pour promouvoir l'extrême droite, y compris en Europe. Les déclarations sont fracassantes : annexer le Groenland par la force s'il le faut, supprimer les aides aux associations LGBTQIA+, caritatives, culturelles et sportives, renvoi des migrants, suppressions d'aides sociales, remise en cause de l'IVG... devant un parterre de capitalistes béats dont Bernard Arnault, PDG de LVMH qui menace F. Bayrou de faire sortir son groupe de luxe de La France car il refuse la taxation, provisoire, sur les grandes entreprises.

Et, en 2024, les entreprises du CAC 40 ont versé 98,2 milliards d'€ à leurs actionnaires, + 40% en 3 ans. Dans le même temps, le pouvoir d'achat des salarié-es en France a diminué de près de 4% entre 2021 et 2024.

Avec l'examen du budget : le gouvernement Bayrou dit dialoguer et faire des compromis mais le budget sera adopté à coup de 49.3

François Bayrou annonce la réouverture des discussions sur 3 mois sur la réforme des retraites. 62% des Français sont toujours opposés à cette réforme. Il s'agit bien sûr d'être lucide sur les intentions du gouvernement qui cherche à allonger son espérance de vie. La lucidité, enfin, c'est aussi de se dire que rien ne sera possible sans un rapport de force basé sur la mobilisation des salariées et retraité-es. Face à un capitalisme de plus en plus débridé, **il est nécessaire de construire ce rapport de force avec la participation des syndiqué-es, à condition qu'ils soient réunis, informés, consultés, acteurs à toutes les étapes.** Le Comité général de l'UCR de décembre a donné le ton en appelant à l'action en région le **20 mars** avec le G9 sur le triptyque pouvoir d'achat/santé/Sécurité sociale. Des réunions de syndiqués sont déjà actées dans bon nombre de sections pour préparer cette journée d'action.

Le droit des femmes est toujours à défendre et à améliorer. **Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes** est un temps fort de lutte des femmes et des hommes, ensemble pour gagner une société plus égalitaire. *Voir le dossier du Fil du Temps de février.* Participons aux actions dans nos régions et départements.

### Qualité de vie syndicale

Des réunions de syndiqués avec les sympathisants et les camarades qui ont démissionné sont nécessaires pour gagner les mobilisations des journées d'actions et de manifestations régionales du 20 mars 2025, et du 8 mars en département. Gagner de nouvelles adhésions, c'est une nécessité : l'UFR comptabilise à ce jour 10.638 FNI pour 2024, soit moins 574 FNI par rapport à 2023. Même si l'on sait qu'environ 300 FNI vont être réglés par les syndicats, cela ne fera pas le compte !

### Pour la régularisation, pour l'égalité des droits, la CGT continue les combats

Le ministre de l'Intérieur signe une nouvelle circulaire sur l'immigration qui **réduit les possibilités de régularisation administrative par le**

**travail**, mais aussi pour celles et ceux qui vivent sur notre territoire et ont des enfants scolarisés. Pour obtenir un titre de séjour, il faut être sur le territoire 7 ans, au lieu de 3. **C'est nier** la surexploitation vécue par des milliers de migrants qui travaillent dans nos restaurants, enlèvent nos déchets, récoltent les fruits et légumes... qui n'auront plus qu'un seul droit, se taire !

### La loi sur l'IVG a 50 ans : lutte exemplaire toujours d'actualité



Derrière l'unanimité de façade, il reste beaucoup à faire pour que toutes les

femmes puissent effectivement exercer **ce droit**. Et la constitutionnalisation de « la liberté garantie pour une femme d'avoir recours à l'IVG » n'y change rien. Nombre d'obstacles se renforcent : fermetures de centres d'IVG (130 en 15 ans), désinformation orchestrée sur Internet, prières de rue de catholiques intégristes devant des CIVG...

### Grève des agent-es de l'Office Français de la Biodiversité soutenue par la CGT

Les missions de l'OFB sont relatives à l'eau, aux espaces naturels, à la flore et à la faune sauvage, à la chasse et à la pêche ... Depuis 1 an les agents publics de l'OFB subissent les attaques d'organisations professionnelles agricoles. Aux destructions de bâtiments et de matériels aux menaces proférées à l'encontre de ces agents, s'ajoutent les propos scandaleux du 1<sup>er</sup> ministre

évoquant des contrôles humiliants qui constitueraient une « faute ».

**L'ires (Institut de recherches économiques et sociales)** est une association au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs. Il promeut une approche des relations entre la recherche et le monde syndical, sur des sujets qui appellent expertise, débat et controverse scientifique. Le numéro 188 porte sur les migrations temporaires de travail dans plusieurs pays.

<https://ires.fr/publications/chronique-internationale-de-l-ires/n188/>

### Crèches privées : opération contre la régulation du secteur marchand

La proposition de loi pour encadrer les crèches privées à but lucratif a été adoptée par l'Assemblée nationale. Des projets de décrets visant à renforcer la qualité d'accueil au sein des micro-crèches ont été soumis pour avis au Conseil d'Administration de la CNAF. En réponse, le secteur marchand a lancé l'opération « Crèches mortes » le 3 février, alerté les maires, lancé une pétition « je soutiens ma crèche ». Certains gestionnaires demandent à leurs professionnels de les soutenir, en accueillant les enfants avec 1 t-shirt noir. Pour la CGT cette opération consiste uniquement à préserver les intérêts du secteur marchand.

### Des salarié-es en lutte pour défendre leurs emplois

Séverine Déjoux de Vencorex (38), Véronique Dellavecchia (69) et Samuel Grémont (27) de Arkema, Emmanuel Ramos et Arnaud Dormoy de Michelin (49), Catherine Émery, R&D Sanofi, Zohra Dirhoussi, de Carrefour et tant d'autres dénoncent les milliers de suppressions d'emplois en France alors que leurs entreprises font des profits énormes. Ils et Elles appellent à se mobiliser dans leurs entreprises respectives pour garder et gagner des milliers d'emplois en France.

### Le RN ment et on le prouve (suite) Justice fiscale : le RN donne surtout aux riches

Fidèles à leur vision ultra libérale, ils répondent d'abord aux intérêts des

**plus riches.** Ils ont voté pour permettre **aux plus riches d'échapper à l'impôt** en payant moins d'impôts sur la succession, **contre le rétablissement de l'ISF** (1 contre, 63 abstentions), pour supprimer la proposition de loi qui **interdit les vols en jets privés.** L'ensemble des députés RN étaient absents lors du vote proposant **l'augmentation du taux d'imposition de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR)**



### Pas de déficit des retraites des fonctionnaires de l'État

Le prétendu « déficit » est le résultat direct de l'affaiblissement du ratio entre cotisants et pensionnés : réduction drastique des effectifs de fonctionnaires, pression sur les salaires, remplacement par des contractuels. Il s'agit d'une dépense budgétaire normale et prévisible, que l'État, employeur et gestionnaire, doit assumer au même titre que les salaires ou les autres frais de fonctionnement.

### Loi d'urgence pour Mayotte : un projet inquiétant

Les Mahorais risquent d'être les grands perdants au profit du patronat, avec par exemple la suspension des cotisations sociales patronales. La CGT et la CGT Mayotte exigent l'alignement des prestations chômage et sécurité sociale sur la métropole, la priorité aux entreprises de l'île pour la reconstruction, la prise en charge des factures d'eau et d'électricité jusqu'en 2026, le contrôle des prix et la disponibilité des produits de première nécessité.

### Condamnation confirmée

La cour de cassation a confirmé définitivement la condamnation des dirigeants de l'entreprise (FT à l'époque) pour harcèlement moral institutionnel dans un contexte de travail déshumanisé, de pressions sur les travailleurs les exposant à l'arbitraire

patronal. L'arrêt de la cour ouvre des perspectives pour tous les salariés victimes de harcèlement.

### Bilan Macron éloquent en 2024

Taux de chômage : +3,9%, licenciements économiques : +26%, indemnisation du chômage : - 0,6% au 4<sup>ème</sup> trimestre, 40,6% des inscrits à France travail étant indemnisés. Bénéficiaires des 11 plus grandes entreprises : +57%, près de 100 milliards de dividendes distribués. Tout commentaire est superflu, le bilan du président des riches parle de lui-même.

### Retraites

La retraite par capitalisation est une bonne alternative disent les patrons. Pour eux, sans doute mais pas pour nous. Avec elle, il n'y a plus de projection sur le montant de la retraite, la solidarité liée à la cotisation disparaît au profit de l'épargne individuelle. Les fonds recueillis sont intégrés à l'économie de marché et ne sont pas garantis, ils peuvent même disparaître. Le point sert de variable d'ajustement aux organismes gestionnaires qui le fixe selon leurs critères de rentabilité. La CGT défend la retraite par répartition, un système solidaire et sécurisé.

### Vie nouvelle



« Comme rien n'est réglé, on continue » Ce numéro porte sur les retraites, la reconquête de notre Sécu avec un dossier sur le droit de se soigner. On trouve aussi : quid des pandémies, de COP en COP, le climat se réchauffe, rencontre avec Johnny Montreuil, l'IA confiance ou défiance, arnaques bancaires, livres et musiques... **16 € l'abonnement découverte d'1 an.**